

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif
ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 RODEZ

Rodez, le 25/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES DE CASSAGNES-GOUTRENS

ZA RUAU II
12110 AUBIN

Références : n° 12-CARMIN-2022-40
Code AIOT : 0006803016

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2022 dans l'établissement CARRIERES DE CASSAGNES-GOUTRENS implanté Les Costes 12390 GOUTRENS. L'inspection a été annoncée le 25/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DE CASSAGNES-GOUTRENS
- Les Costes 12390 GOUTRENS
- Code AIOT : 0006803016
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La carrière à ciel ouvert de calcaire sise au lieu dit "Les Costes" sur la commune de Goutrens 12390, est autorisée par arrêté préfectoral n° 2008-302-12 en date du 28 octobre 2008 pour une durée de 30 ans au bénéfice de la SARL Carrières de Cassagnes Goutrens.

Il est à noter que la carrière précitée fait l'objet d'un "porter à connaissance" pour approfondissement, refonte du phasage d'exploitation, reprise du plan final de remise en état. La carrière était en activité au jour de la visite.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement;
- Évacuation des matériaux : accès/sorties;
- Mesures des retombées de poussières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Aménagement préliminaires	Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 12	/	Sans objet
2	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 14.8.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 25.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la carrière, l'extraction est développée de part et d'autre de la voie publique (RD651) créant ainsi un carreau Ouest en bordure duquel se trouvent les installations de traitement et l'activité commerciale, et un carreau Est.

Contrainte en extension par une conduite de gaz passant en limite Sud du Secteur Ouest et par la RD651 passant entre les 2 secteurs d'extraction, une redéfinition des côtes altimétriques minimales sur l'ensemble de l'exploitation est en cours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagement préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En tout point où cela est nécessaire, un réseau de dérivation, constitué par des fossés ou merlons empêchera les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation, est mis en place à la périphérie de cette zone.
Constats : Des merlons sont développés en périphérie des deux secteurs empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre les zones d'exploitation. Le carreau Ouest comporte un bassin de décantation spécifiquement dimensionné, qui assure le piégeage des eaux de ruissellement et le traitement par décantation, pour les zones d'activités (circulations, au droit du pont bascule, installations de traitement ainsi qu'au droit de la piste menant jusqu'à l'atelier). Ce bassin fait également office de réserve d'eau en cas de besoin. Le rejet s'effectue au fossé en bord de RD 651 par le biais d'une canalisation au travers de l'éperon rocheux (en délimitation nord). Le busage placé entre le bassin et le regard de prélèvement est disposé en-dessous du fil d'eau d'entrée afin de piéger dans le bassin toute pollution accidentelle par des hydrocarbures. Le bassin est entretenu (curage), les valeurs d'analyses des eaux de rejet restituées, sont conformes à la réglementation (Aveyron labo en date du 03/02/2022). Le carreau Est ne dispose pas de bassin. Le point bas collecte l'ensemble des ruissellements, les eaux créent une zone humide et s'infiltrant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 14.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Évacuation des matériaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure le nettoyage de la chaussée des sorties sur la RD 651.
Constats : Les sorties sur la RD 651, dont la jonction entre les carreaux Est et Ouest ne sont pas équipés de débourbeurs pour éviter les dépôts de poussières ou de boue sur la voie publique.
Observations : L'inspection a eu lieu par temps sec, la voie publique était propre. Toutefois les sorties du site sont en déclivité, lors d'épisodes pluvieux les véhicules peuvent entraîner des dépôts de boue sur la voie publique. L'installation de 3 de débourbeurs est à prévoir : <ul style="list-style-type: none">- 1 à la sortie du carreau Ouest (RD651 vers RD43),- 1 à la sortie du carreau Ouest vers le carreau Est (RD651),- 1 à la sortie du carreau Est vers le Carreau Ouest (RD651). L'exploitant transmettra auprès de l'inspection des installations classées, les justificatifs (photographies) de mise en place des équipements dans un délai de 2 mois à compter de la réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 25.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des retombées de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un réseau approprié de mesure des retombées de poussières dans l'environnement. Le nombre et les conditions d'installation des appareils de mesure sont fixés en accord avec l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'exploitant a mis en œuvre un réseau de mesures de retombées de poussières (jauges de Owen). Le Plan de surveillance élaboré compte 5 points station : <ul style="list-style-type: none">- 1 station A "témoin" hors vents dominants,- 2 stations C en "limite de site",- 2 stations B au proche des "habitations" sous les vents dominants, Le bilan des 4 dernières campagnes montre un respect de la valeur fixée à 500mg/m2/jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet